

## Études internationales



Ismael, Tareq (Ed.). *Canada and the Arab World*, Edmonton, The University of Alberta Press, 1985, 218 p.

Adnan Moussally

Volume 17, numéro 3, 1986

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/702078ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/702078ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Moussally, A. (1986). Compte rendu de [Ismael, Tareq (Ed.). *Canada and the Arab World*, Edmonton, The University of Alberta Press, 1985, 218 p.] *Études internationales*, 17(3), 719–721. <https://doi.org/10.7202/702078ar>

englobe les arts, les échanges universitaires et même parfois davantage (fonctionnaires, journalistes). Mais l'impression de disparité est aussi la conséquence d'une absence de cadre précis à l'intérieur duquel se situerait chacun des chapitres. Seul a été fourni le thème général de la diplomatie culturelle canadienne autour duquel furent rassemblés, indique la Préface, une grande diversité de participants qui ont apporté une égale diversité d'approches. Conformément au mandat du Centre on Foreign Policy and Federalism, un cadre précis aurait dû être élaboré en fonction du facteur fédéral en matière de politique étrangère dans le secteur de la culture. Actuellement, le livre s'attache davantage à la diplomatie culturelle canadienne en général et plusieurs chapitres (Hillmer, Tovell, Wright, Drummond et la conclusion) ignorent plus ou moins totalement le facteur fédéral.

Au delà de cette disparité, les divers chapitres du livre suscitent un intérêt inégal. Il faut d'abord rendre crédit à l'éditeur pour les très bonnes introduction et conclusion qui se situent parmi les pages les plus intéressantes du livre en raison de la densité de l'information qu'elles apportent et des questions qu'elles soulèvent. Je recommande également l'excellent chapitre par R.J. Williams dont le cadre d'analyse donne à la comparaison des politiques du Canada et de l'Australie une profondeur et un intérêt considérables. De même, le choix des auteurs peut être apprécié de diverses façons. La présence de quelques auteurs qui ne soient pas des universitaires est louable, en particulier celle de F.M. Tovell et de L. Applebaum. Par contre, on n'y trouve que deux francophones sur douze, ce qui traduit sans doute l'anglocentrisme dont parle J.L. Granatstein à moins qu'il ne s'agisse, en matière de diplomatie culturelle, de discrimination positive! Enfin, l'expérience que possèdent certains auteurs donne à leurs textes un intérêt particulier.

Deux absences apparaissent encore déplorables. D'une part, il y a bien deux chapitres comparatifs mais les États-Unis, qui sont des voisins influents et un État fédéral, sont complètement ignorés. Sans justification, cela devient une autre manifestation du caractère

disparate du livre. D'autre part, même si la dimension bilatérale est très importante, la dimension multilatérale est loin d'être négligeable. Pourtant aucun chapitre ne traite, par exemple, de l'UNESCO, du commonwealth et de l'Agence de coopération culturelle et technique (ACCT). L'ACCT est sans doute l'organisation la plus récente parmi les trois, toutefois son mandat est nettement axé sur la culture, le Canada y est l'un des deux participants majeurs et le facteur fédéral y joue d'une manière déterminante. Le Commonwealth a un mandat plus diversifié mais les questions culturelles y occupent une bonne place. Quant à l'UNESCO, l'éducation et la culture constituent pour elle deux secteurs principaux d'activité et le Canada a manifesté à leur égard un grand intérêt d'une façon constante depuis 1946. On peut même dire que c'est par l'intermédiaire de l'UNESCO que le Canada a entretenu des relations internationales culturelles antérieurement aux années '60. Par la suite, ce sont les aspects reliés à sa structure fédérale qui ont surtout déterminé la participation du Canada aux programmes culturels de l'UNESCO.

Finalement, la publication des communications à une conférence soulève régulièrement des problèmes d'homogénéité et d'ensemble. Malgré ces problèmes, le présent volume contient beaucoup d'informations utiles et apporte des perspectives intéressantes dans un domaine extraordinaire négligé par les chercheurs.

Guy GOSSELIN

*Département de science politique  
Université Laval, Québec*

ISMAEL, Tareq (Ed.). *Canada and the Arab World*, Edmonton, The University of Alberta Press, 1985, 218 p.

Le risque de conflagration qui hante le Proche-Orient depuis la Deuxième Guerre mondiale n'a pas incité le Canada à y considérer la région comme prioritaire dans la formulation de sa politique étrangère. Il est vrai, cependant, que le Canada a joué un rôle significatif dans les premières phases de la création de l'État d'Israël et, quelques années plus tard,

dans les opérations de maintien de la paix. Sa motivation à assumer ces rôles découlait de ses obligations en tant que membre des Nations Unies et non de sa perception du problème.

À l'exception des groupes pro-israéliens, le peuple canadien s'intéressait peu au Proche-Orient et ses hommes politiques n'y ont consacré leur attention qu'en cas de crise ou sous la pression de controverses internes. À l'image de la société, la communauté universitaire négligea, elle aussi, ce problème épineux. Pourtant, il existe des raisons contraignantes qui auraient dû porter le gouvernement et le peuple canadiens à accorder une priorité à la formulation et au développement d'une politique réaliste à l'endroit du Proche-Orient.

Mais des erreurs de jugement vont bloquer l'avènement d'une telle politique: en 1956 Lester Pearson déclarait que le leadership canadien dans l'établissement d'une force de maintien de la paix ne résultait pas du désir d'assister les peuples pris dans le conflit du Proche-Orient, mais visait à venir en aide aux amis et alliés traditionnels, la France et l'Angleterre. Et la fâcheuse proposition de 1979 de déménager l'ambassade canadienne de Tel-Aviv à Jérusalem avec ses ramifications, a failli compromettre des contrats commerciaux fort lucratifs avec le monde arabe.

Qui plus est, le Canada a tardé à reconnaître le vrai fond du problème palestinien. Ses leaders politiques tiennent des discours sur les droits humains aux forums internationaux. Au Parlement et dans plusieurs organisations privées, on se soucie au sujet de la perte des droits civils dans des pays éloignés où la liberté est entâchée. Mais la compassion semble sélective. Il y eut peu de litanies au sujet du maltraitement du peuple palestinien qui pour plus de trente-cinq ans a été la victime d'une répression soutenue. Pendant longtemps les porte-parole du gouvernement canadien refusèrent d'utiliser l'expression « Palestiniens », préférant désigner ce peuple infortuné par le mot « réfugiés ». Bien que les Nations Unies admettent l'auto-détermination des peuples, le Canada, un des fondateurs et membre, le plus consciencieux de cette organisation, n'envisagea pendant plusieurs années

que ce droit puisse être accordé aux Palestiniens. Dans le monde occidental, il y avait un lent éveil aux besoins des Palestiniens, mais le Canada demeura impassible refusant de promouvoir et d'appuyer la restauration des droits et le redressement des torts.

Dans une analyse de la politique étrangère du Canada depuis la création d'Israël, Tareq Ismael met à nu les contradictions entre les professions de foi dans l'équité et les préjugés favorables à Israël tel que le manifestent les déclarations des leaders politiques canadiens et le vote aux Nations Unies.

On conviendra que la proposition de Joe Clark de déménager l'ambassade de Tel Aviv à Jérusalem ne constituait pas un changement dans la politique canadienne. La seule différence c'était la croissance des intérêts économiques avec le monde arabe. Conscients des réalités économiques, les hommes d'affaires canadiens s'inquiétaient de l'énormité des pertes qui suivraient un tel déménagement. L'imbroglio Tel Aviv-Jérusalem aviva l'intérêt public à la politique canadienne au Proche-Orient et provoqua des discussions. Mais avec le retour des Libéraux le rapport Stanfield, qui apportait de nouvelles dimensions aux analyses et perceptions du Proche-Orient, n'eut pas de suite.

Peyton Lyon examine la politique canadienne du Proche-Orient en rapport avec la doctrine Trudeau telle qu'établie dans *Le livre blanc* de 1970. Il soutient que le parti-pris pro-israélien n'a pas servi le bien-être économique, la sécurité, la paix, la justice sociale, la souveraineté ni l'indépendance du Canada. Aux Nations Unies le Canada passe pour l'un des défenseurs les plus prévisibles d'Israël. À l'occasion, Ottawa est même allé encore plus loin que Washington dans ses préoccupations pour les objectifs déclarés de Tel Aviv.

C'est la crise de 1956 qui occasionna au Canada de jouer son premier rôle dans la force de maintien de la paix des Nations Unies. Le lieutenant-général E.L.M. Burns, commandant de la force d'urgence des Nations Unies, présente une analyse lucide de l'objectif et de la valeur d'une telle force. Il en vient à la conclusion que l'intervention visait à maintenir la paix plutôt que de la réaliser.

Bien que le besoin du Canada de diversifier son modèle commercial soit évident, il ne s'est pas empressé à développer les échanges avec les économies arabes en pleine expansion. Atif Kubursi en conclut que la compréhension par les Canadiens des aspirations nationales arabes et leur attitude concurrentielle leur assureraient une meilleure part dans ce marché très rentable.

L'Occident développe de nos jours des malentendus au sujet d'expressions ou d'actions émanant de certaines parties du monde musulman. Le professeur Gualtieri examine quelques mythes et généralisations injustes qui ont obscurci les questions et diminué la capacité de comprendre l'Islam. Choisisant quatre domaines: le djihad ou guerre sainte, le système pénal, le statut des femmes et les relations islamo-judaïques, il révèle maintes distorsions qui ont proliféré sous l'égide de motifs politiques ultérieurs.

Paul Noble avance, à juste titre d'ailleurs, que la solution du problème palestinien constitue un prérequis essentiel à un règlement durable entre le monde arabe et Israël. Aux chapitres VI et VII, il analyse, documents à l'appui, le problème palestinien perçu au début comme question de réfugiés et qui a évolué pour être envisagé en tant que question politique nécessitant non une solution humanitaire, mais une action politique internationale. La prise de conscience par Ottawa du fait palestinien n'a jamais menacé son préjugé pro-israélien. Comme l'indique Noble, le gouvernement canadien n'a jamais été préparé à accorder aux Palestiniens le même droit fondamental concédé aux Israéliens, à savoir, le droit à une existence nationale dans un État à eux.

Alan Bones fait état du lobby pro-israélien au Canada qu'il qualifie de très puissant et de hautement efficace. Le lobby sioniste a réussi à empêcher la tenue de la Conférence des Nations Unies sur la prévention du crime et le traitement des délinquants prévue à Toronto en 1975. À la veille des élections provinciales les parties politiques en Ontario ont succombé à la pression du lobby juif.

Moins efficaces furent les efforts de ce même lobby à annuler la Conférence sur l'habitat qui eut lieu à Vancouver en 1976. Peut-être la réussite de sa campagne contre la réunion de Toronto a gâché ses efforts à interdire le rassemblement de Vancouver auquel les Nations Unies ont invité des représentants de l'OLP. Bones cite un ministre du cabinet qui, après la campagne contre la réunion de Toronto, déplora qu'un lobby ethnique puisse dicter sa conduite au gouvernement canadien.

Dans son compte rendu de l'imbroglio de l'affaire de l'ambassade qui mina le gouvernement Clark, Bones note que le parti conservateur essayait d'influencer les sionistes canadiens beaucoup plus que ceux-ci n'essayaient d'agir sur les Conservateurs. Bien que la proposition de déménager l'ambassade canadienne à Jérusalem s'avéra douloureuse au nouveau premier ministre, M. Clark a vite fait d'y remédier. Nommant son prédécesseur, Robert Stanfield, ambassadeur extraordinaire, il fit appel à la meilleure personne qui puisse s'acquitter de cette tâche. Le rapport final de Stanfield est une déclaration équilibrée et l'on s'étonne que le gouvernement Trudeau ne l'ait pas adoptée et ne lui ait pas donné suite bien qu'il contienne le minimum d'engagement intellectuel et moral auquel le Canada souscrit.

Depuis, des événements traumatisants se sont produits au Proche-Orient: L'invasion israélienne du Liban, les horreurs de Sabra et de Chatila, le plan Reagan, le sommet de Fez, la chute des prix de pétrole, la guerre irano-irakienne. Mais les éléments de base de la crise du Proche-Orient demeurent les mêmes.

Adnan MOUSSALY

Département d'Études Littéraires  
Collège Militaire Royal, St-Jean, Canada

KENT, Tom et McALLISTER, Ian. *Management for Development: Planning and Practice from African and Canadian Experience*. Lanham-New York-London, University Press of America, Inc., Coll. "Dalhousie African Studies Series", 4, 1985, 123 p.

Dans cet ouvrage, Kent et McAllister ont produit ce qu'ils appellent un *non-text book*